

Groupe de travail GBEP sur le renforcement des capacités pour des bioénergies durables

Rapport sur la promotion de bioénergies modernes durables en Afrique de l'Ouest

Introduction

En mai 2011 le GBEP a établi un Groupe de travail sur le renforcement des capacités pour des bioénergies durables guidé conjointement par les Pays-Bas et les Etats-Unis d'Amérique pour sensibiliser l'opinion publique aux avantages potentiels des bioénergies modernes durables sur la base du travail élaboré précédemment par le Partenariat mondial sur les bioénergies (GBEP) pour faciliter la collaboration entre ses partenaires et observateurs.

L'objectif de ce groupe de travail est d'adopter une approche globale pour développer et déployer les énergies durables grâce à des partenariats, et de promouvoir une production et une utilisation accrues et rentables de biomasse et de biocarburants notamment dans les pays en développement. Le GBEP promeut le processus impulsé par le pays qui autorise les pays et communautés à évaluer la situation locale et à déterminer les besoins intérieurs, afin d'établir un programme bioénergétique moderne rationnel et judicieux qui satisfasse les objectifs du développement durable déterminés au plan national.

La région de la CEDEAO, à l'instar d'autres régions du continent, se remettait des effets des impacts négatifs des campagnes agressives de certaines compagnies multilatérales et nationales en 2007/2008, qui ont abouti à l'utilisation irrationnelle de certaines ressources et à l'expulsion forcée d'agriculteurs de leurs terres en Afrique. En outre, la croissance démographique et économique ont déterminé l'utilisation accrue et anarchique de la biomasse traditionnelle comme le charbon de bois pour la cuisine et le chauffage qui provoqué une grave déforestation. Ces facteurs ont coïncidé avec l'augmentation des prix mondiaux des aliments qui était erronément attribuée entièrement aux biocarburants. De ce fait, une perception négative des biocarburants est née à des niveaux politiques très élevés dans la région de la CEDEAO. Cette situation s'est aggravée par le manque de compréhension des bioénergies durables par beaucoup de personnes dans la région, y compris la méprise du rôle élargi joué par les bioénergies durables en réduisant l'excès de dépendance et l'utilisation exagérée de la biomasse traditionnelle pour la cuisine et le chauffage propres à la région.

La publicité négative et mal orientée à l'encontre des biocarburants a été rapidement acceptée dans de nombreuses capitales de la région de la CEDEAO, en particulier la conviction que les biocarburants/bioénergies sont un domaine tabou pour les

fonctionnaires du gouvernement. Afin de faire progresser la région et d'affronter certains des défis importants liés aux utilisations irrationnelles de la biomasse traditionnelle, entre autres facteurs, les partenaires du GBEP ont institué le Groupe de travail sur le renforcement des capacités pour des bioénergies durables.

Le Centre de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CEREE) a communiqué au groupe de travail le manque de compréhension de beaucoup de pays du rôle important que les bioénergies durables peuvent jouer en atténuant le changement climatique, en promouvant la croissance économique et en renforçant la sécurité alimentaire et énergétique. En réalité, une partie de la mission du CEREE consiste à appuyer le déploiement durable des bioénergies modernes dans une région qui est ravagée par l'utilisation généralisée et anarchique de l'énergie tirée de la biomasse, laquelle a des répercussions dévastatrices sur la santé humaine, l'environnement et l'écosystème. Pendant les réunions du GBEP en mai 2011, le CEREE a exprimé son désir d'obtenir l'intervention du GBEP et de ses partenaires pour des activités de renforcement des capacités dans la région de la CEDEAO afin d'entamer un dialogue et d'instaurer un apprentissage d'égal à égal sur des questions relatives aux bioénergies durables afin d'affronter les importants défis.

Dans le cadre du Plan pour un avenir énergétique sûr du Président Obama, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a collaboré avec le Centre CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CEREE) pour former le Groupe d'activité¹ au sein du Groupe de travail sur le renforcement des capacités du GBEP. Le Département des Etats-Unis a fourni une subvention au Secrétariat du GBEP afin de soutenir les activités particulières de ce groupe d'activité.

Avec ce soutien, le Groupe d'activité 1 (AG 1) a été établi sous la direction des Etats-Unis d'Amérique et de la CEDEAO et du CEREE pour appuyer des programmes et activités de renforcement des capacités mis en œuvre par le GBEP afin d'aider les fonctionnaires des pays en développement, en particulier dans la région de la CEDEAO, à mieux comprendre comment les bioénergies modernes peuvent aider à réaliser des objectifs nationaux de développement durable et d'accès à l'énergie. Une série d'ateliers et de conférences a été organisée de concert par les partenaires du GBEP et mis en œuvre par le Secrétariat du GBEP pour 1) promouvoir la production et l'utilisation durables des bioénergies modernes, 2) aider les pays à comprendre les avantages des évaluations des ressources en bioénergie et 3) améliorer la productivité des matières de base bioénergétiques grâce à de meilleures pratiques agricoles, et accroître l'efficacité et le rendement des processus de conversion des bioénergies.

Au sein de ce Groupe d'activité les événements suivants ont été organisés:

1. Forum régional CEDEAO sur les bioénergies, Bamako, Mali en mars 2012
2. Atelier sur l'évaluation des ressources, Rome, Italie en novembre 2012

3. Semaine brésilienne des bioénergies/Tournée d'étude, Brasília, Brésil en mars 2013 – en collaboration avec le Groupe d'activité 3
4. Atelier de suivi et réunion finale, Berlin, Allemagne en mai 2013

En outre, deux activités supplémentaires sous les auspices d'autres groupes d'activité ont soutenu les efforts du GBEP en Afrique de l'Ouest:

5. Pilotage des indicateurs de durabilité du GBEP, Accra, Ghana
6. Atelier sur le pilotage des indicateurs de durabilité du GBEP, Praia, Cap-Vert

Données de base sur la CEDEAO et le CEREE

Le Centre CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique a été établi par le règlement C/REG.23/11/08 de la 61^e session du Conseil des ministres de la CEDEAO à Ouagadougou, Burkina Faso, le 23 novembre, 2008. L'établissement du CEREE a pour objectif général de contribuer au développement économique, social et environnemental durable de l'Afrique de l'Ouest en améliorant l'accès à des services énergétiques modernes, fiables et abordables et à la sécurité énergétique, et en réduisant les émissions de GES liés à l'énergie et les impacts du changement climatique sur les systèmes énergétiques.

L'objectif spécifique du CEREE est de créer des conditions favorables et un environnement porteur pour les marchés des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans les États membres de la CEDEAO en soutenant des activités visant à surmonter les barrières technologiques, financières, économiques, commerciales, juridiques, stratégiques, institutionnelles, théoriques et liées aux capacités existantes.

Le mandat du CEREE est également parfaitement aligné sur les grands objectifs stratégiques de la Vision 2020 de la CEDEAO. Il vise à réaliser directement deux éléments de cette vision, à savoir :1) « Une région qui ancre son développement dans le développement durable, y compris la stratégie de développement des ressources agricoles et minérales, et dans des stratégies agricoles et industrielles planifiées ; une région qui développe son infrastructure et offre des services accessibles à ses citoyens et entreprises. » 2) « Une région qui conserve son environnement et ses ressources, promeut des modes de développement équitables et durables dans les domaines économique, social et environnemental ; une région qui apporte sa contribution à la résolution des problèmes et défis communs qui confrontent la planète. »

En poursuivant ces objectifs, le CEREE travaille en collaboration étroite avec plusieurs départements de la Commission de la CEDEAO, des organisations régionales et internationales, y compris le GBEP, le PNUE, le PNUD, la BAD, la Banque mondiale, le CENER, etc. En poursuivant son objectif de promotion des bioénergies durables dans

la région de la CEDEAO, le CEREE a demandé que lui soit octroyé le statut d'observateur dans le GBEP en février 2011 par le biais de la Commission de la CEDEAO et, en mai 2012, la CEDEAO représentée par le CEREE est devenue partenaire du GBEP.

Mise en œuvre des activités du GBEP dans la région de la CEDEAO

Lors de la mise en œuvre des activités du GBEP au sein du Groupe de travail sur le renforcement des capacités dans la région de la CEDEAO, les événements suivants ont été réalisés avec succès (les documents de travail sont disponibles sur le site www.globalbioenergy.org).

1. Forum régional de la CEDEAO sur les bioénergies, Bamako, Mali

Du 19 au 21 mars 2012, le groupe de travail, dans le cadre du Groupe d'activité 1 (AG 1), a organisé le Forum régional de la CEDEAO sur les bioénergies à Bamako, Mali, en collaboration avec les Etats-Unis d'Amérique et le Centre CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CEREE) pour entamer un dialogue régional et instaurer un apprentissage d'égal à égal, afin d'aider les États membres de la CEDEAO à élaborer des stratégies régionales et nationales sur les bioénergies, qui permettront de satisfaire les besoins énergétiques et de créer un secteur dynamique et durable moderne des bioénergies qui promeut la croissance économique, le développement rural et la réduction de la pauvreté.

Cet événement a été lancé par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en collaboration avec la CEDEAO et le CEREE et soutenu par les gouvernements du Brésil, du Canada et du Mali, et par le Programme régional énergie pour la réduction de la pauvreté du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Alliance mondiale pour les foyers améliorés et la Fondation des Nations Unies.

Le forum a réuni les représentants des ministères de l'énergie, de l'agriculture, des forêts et de l'environnement des États membres de la CEDEAO, d'organismes du gouvernement, des partenaires et observateurs du GBEP, d'organisations régionales et internationales, des universités, d'entreprises commerciales et industrielles, de la société civile et d'institutions financières œuvrant dans le domaine des bioénergies. Les délégués et partenaires ont examiné et approuvé le Cadre stratégique régional sur les bioénergies à la fin du forum. Ce cadre stratégique a été adopté officiellement à la 11^e réunion des ministres de l'énergie de la CEDEAO tenue à Accra, République du Ghana, le 31 octobre 2012.

Le Cadre stratégique régional sur les bioénergies de la CEDEAO vise à permettre et promouvoir les investissements nationaux et étrangers qui aident à réduire la pauvreté énergétique sévissant dans la région, tant parmi les populations rurales que

périurbaines, sans compromettre la sécurité alimentaire et l'environnement. Dans la mise en œuvre de ce cadre stratégique, il sera tenu compte de la production locale d'éléments/dispositifs et carburants pour stimuler le développement socioéconomique local grâce à la création de valeur ajoutée et d'emplois, ainsi que pour renforcer la sécurité alimentaire et énergétique.

La formulation de la stratégie régionale pour la région de la CEDEAO repose dès lors sur les éléments clés suivants :

- i) Évaluation, inventaire et planification des ressources;
- ii) Formulation de politiques et stratégies ;
- iii) Partage des informations et des connaissances ;
- iv) Renforcement des capacités et transfert de technologies ;
- v) Mécanismes de financement et mobilisation de ressources.

2. Atelier sur l'évaluation des ressources, Rome, Italie

L'atelier a eu lieu les 13 et 14 novembre 2012 à Rome, Italie, dans le cadre du Groupe d'activité 1 (AG1) et s'est centré sur les évaluations des ressources visant à promouvoir une planification efficace des politiques pour un secteur des bioénergies durable. L'atelier consistait dans le suivi du Forum régional sur les bioénergies tenu à Bamako en mars 2012 où les participants ont identifié dans l'évaluation et l'inventaire des ressources en biomasse un premier stade essentiel du Cadre stratégique sur les bioénergies.

L'atelier a été organisé sous les auspices du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et comprenait des experts des Départements de l'agriculture et de l'énergie des EU outre des experts internationaux de l'ONU, de la FAO et du PNUE. Les débats se sont centrés sur les faits récents dans ce domaine liés i) au cadre méthodologique pour l'évaluation des ressources et à l'inventaire des ressources environnementales, sociales et économiques, et à l'estimation de la biomasse totale disponible ; et ii) les expériences cataloguées et partagées sur l'utilisation de la biomasse, les cartes des ressources existantes, les conditions socioéconomiques, y compris les méthodes d'attribution et de détention des terres. L'atelier a réuni des représentants des ministères de l'énergie et de l'agriculture des États membres de la CEDEAO, des partenaires et observateurs du GBEP, ainsi que d'organisations régionales et internationales, des universités, des industries et de la société civile œuvrant dans la région dans le domaine des bioénergies.

Pendant la session fortement interactive de questions et réponses qui a suivi cette session sur la technologie d'avant-garde d'évaluation des ressources en biomasse, la nécessité d'un outil simplifié et harmonisé a été reconnue, en tant que modèle utile à appliquer dans tous les pays, non seulement dans la CEDEAO mais dans le monde entier, pour l'évaluation des disponibilités en biomasse.

Des représentants des pays de la CEDEAO ont fourni de brèves présentations des efforts déployés par leurs pays pour évaluer les disponibilités en biomasse localement. Les conclusions principales de cette série intéressante de présentations étaient les suivantes :

- les pays de la CEDEAO, pour des raisons culturelles et historiques, dépendent fortement (jusqu'à 90% de leur consommation d'énergie primaire) du charbon de bois et du bois de feu pour leur approvisionnement énergétique;
- la conversion d'énergie des foyers traditionnels est très inefficace et dégage de grandes quantités de polluants atmosphériques à l'intérieur des maisons, exposant les femmes et les enfants à des composés toxiques;
- la consommation excessive de bois de feu a provoqué la déforestation, la dégradation des sols et d'autres impacts environnementaux sur de vastes superficies de nombreux pays de la CEDEAO;
- des politiques relatives au développement durable des bioénergies dans la région de la CEDEAO ont commencé à voir le jour (la Stratégie régionale sur les bioénergies élaborée pendant le forum de Bamako a et adoptée officiellement lors de la réunion ministérielle de la CEDEAO la dernière semaine d'octobre/première semaine de novembre);
- des nouvelles projections fiables des disponibilités de biomasse sont nécessaires;
- est indispensable une évaluation avec des systèmes harmonisés;
- la sécurité alimentaire est une question clé dans la région et se relie à la disponibilité de biomasse.

Certaines présentations étaient liées à la compréhension des aspects techniques de l'évaluation de la biomasse, grâce à une description approfondie d'outils disponibles comme WISDOM et d'autres applications basées sur le SIG, ainsi que de l'importance de la vérification au sol et de la vérification des données. De nombreux outils performants utilisés par les experts internationaux sont disponibles gratuitement en ligne (Landsat, Google Earth, etc.) mais le niveau de compétence requis pour leur application aux études sur l'évaluation de la biomasse est élevé. Cependant, quelques gouvernements et organisations internationales fournissent des outils gratuits pour l'évaluation des bioénergies. Par exemple, le projet de Bioénergie et sécurité alimentaire (BEFS) de la FAO a présenté l'outil d'opération en ligne pour l'évaluation de la sécurité alimentaire et a guidé les participants à travers l'emploi de cet outil d'évaluation préliminaire.

Dans les conclusions de l'atelier a été reconnue l'importance d'affronter la question de l'évaluation des ressources de façon systématique et progressive étant donné la complexité du sujet et les conditions propres à la région de la CEDEAO.

Les représentants de tous les pays membres de la CEDEAO ont été invités à jouer un rôle de chef de file comme ambassadeurs des bioénergies durables afin de promouvoir l'accès à l'énergie et la sécurité alimentaire, et d'améliorer les conditions sanitaires de leurs citoyens. Leur action d'agents catalytiques du changement dans le secteur de l'énergie de la région de la CEDEAO est fondamentale pour la réalisation des objectifs de l'initiative *De l'énergie durable pour tous* du Secrétaire général de l'ONU.

Le CEREE a souligné la nécessité de développer les capacités des États membres dans différentes disciplines relatives à l'énergie aux niveaux tant spécialisé qu'universitaire et de recherche. Dans ce contexte, les États membres de la CEDEAO ont demandé aux partenaires et observateurs du GBEP de préparer un programme spécial de formation et de renforcement des capacités.

3. Semaine brésilienne des bioénergies/Tournée d'étude, Brasilia, Brésil

Les groupes d'activité 1 et 3 du Groupe de travail du GBEP sur le renforcement des capacités pour des bioénergies durables ont organisé la « Semaine des bioénergies », un atelier régional qui s'est déroulé à Brasilia (Brésil) du 18 au 23 mars 2013, avec le soutien des Gouvernements du Brésil et des Etats-Unis d'Amérique, ainsi que de l'Organisation des États américains. Il visait à promouvoir le déploiement des bioénergies durables, notamment dans les pays en développement où l'utilisation de la biomasse est très répandue. L'atelier consistait en sessions de formation sur des thèmes liés à la production et l'utilisation durables des bioénergies et en matière de cadres stratégiques porteurs efficaces, en tenant compte du travail du GBEP sur les indicateurs de durabilité. L'atelier visait à encourager l'échange d'informations, d'expérience, de compétences et de technologies par le biais de la collaboration bilatérale et multilatérale.

Le CEREE et 12 fonctionnaires gouvernementaux de la CEDEAO ont participé à la semaine des bioénergies avec des scientifiques et des fonctionnaires des Etats-Unis d'Amérique, d'Afrique de l'Ouest, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que d'Asie du Sud-Est. Les participants ont échangé des expériences et informations sur les moyens d'améliorer la productivité agricole globale, l'efficacité des rendements et la logistique des infrastructures afin que davantage de matières de base soit disponible pour l'alimentation humaine et animale, les fibres et les combustibles. Grâce à des échanges d'informations et d'outils techniques servant à identifier, mesurer et réduire les coûts, et accroître l'efficacité, les pays peuvent trouver des opportunités pour améliorer la productivité et la logistique des matières de base et identifier les domaines nécessitant un soutien technique permanent.

L'atelier a contribué à la formation de fonctionnaires et parties prenantes de pays en développement en matière d'amélioration de la productivité et des rendements agricoles, de renforcement de la logistique des matières de base et d'augmentation de l'utilisation des techniques de conversion modernes. Il a également fourni une opportunité de tirer des enseignements des expériences du Brésil en matière de développement des bioénergies modernes. Les participants ont pu visiter un centre de recherches ainsi qu'une usine de traitement des bioénergies produisant du biodiesel, à proximité de Brasilia.

4. Atelier de suivi et réunion finale, Berlin, Allemagne en mai 2013

Le Groupe d'activité 1 (AG1) a organisé une réunion supplémentaire à Berlin le 29 mai 2013. Cette réunion a permis aux représentants gouvernementaux des États membres de la CEDEAO de fournir la mise à jour de leurs engagements vis-à-vis des activités de renforcement des capacités du GBEP, notamment pour promouvoir les bioénergies moderne durables et améliorer la productivité agricole. En particulier, huit représentants de la CEDEAO ont décrit les efforts faits par leur pays pour créer un secteur des bioénergies durables. Les représentants ont identifié la nécessité de cadres décisionnels et institutionnels efficaces dans la région, en particulier en vue d'attirer les investissements nécessaires dans le secteur. À cet égard, ils ont identifié la coopération continue avec le GBEP comme un élément important dans le développement durable des bioénergies modernes dans la région de la CEDEAO.

5. Pilotage des indicateurs de durabilité du GBEP, Accra, Ghana

Les indicateurs de durabilité du GBEP ont été testés dans le contexte du Ghana pour établir leur applicabilité et renforcer leur valeur pratique comme outil pour la formulation de politiques. L'étude pilote a été financée par le Gouvernement des Pays-Bas dans le cadre du Groupe d'activité 2.

Les objectifs principaux de ce projet étaient les suivants :

- I. Renforcer les capacités du pays hôte et (de la CEDEAO) à utiliser les indicateurs du GBEP comme outil pour évaluer la durabilité de son secteur bioénergétique et/ou élaborer des politiques bioénergétiques durables.
- II. Apprendre à appliquer les indicateurs et à renforcer leur valeur pratique comme outil pour les responsables des politiques et fournir ces données à la communauté du GBEP.

Le projet pilote a été mis en œuvre par les Partenaires de l'innovation des Pays-Bas au Ghana, de concert avec le Centre CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CEREE) et la Commission de l'énergie du Ghana avec ses

institutions partenaires en 2012. Lors de l'élaboration de l'étude, les indicateurs choisis ont été étudiés en fonction des circonstances nationales.

Dans le cadre du Pilier environnemental, quatre indicateurs (1 émissions de GES, 2 qualité des sols, 3 niveaux de récolte des ressources en bois et 8 changements de l'utilisation des terres) ont été pris en compte pour l'étude pilote, étant donné la disponibilité de données pertinentes et dans les limites du temps et des ressources assignés à l'étude.

Dans le cadre du Pilier social, trois indicateurs (10 Prix et disponibilité des aliments pertinents d'un "panier de la ménagère" national, 12 emplois dans le secteur de la bioénergie et 14 bioénergie utilisée pour élargir l'accès aux services énergétiques modernes) ont été choisis pour évaluer le pilier social de l'étude pilote du GBEP. Dans certains cas, les méthodologies utilisées pour collecter les données pour les indicateurs ne coïncidaient pas pleinement avec la méthodologie du GBEP.

Dans le cadre du Pilier économique, quatre indicateurs (17 productivité, 18 bilan énergétique, 20 variation de la consommation de combustibles fossiles et utilisation traditionnelle de la biomasse, et 23 infrastructure et logistique) ont été choisis, avec l'implication de 36 sous-indicateurs.

Seules des données existantes ou primaires ont été utilisées pour l'étude. Aucune mesure, mise à l'essai ou enquête n'a été réalisée. La méthode de collecte de données a été appliquée grâce à des interviews avec des ministres compétents, des associations industrielles et des études schématiques.

La conclusion de l'étude a souligné la valeur du projet pilote pour le Ghana, et comment il a facilité la discussion et la coopération entre les décideurs et les chercheurs. La conclusion a aussi mis en évidence l'importance de commencer avec les indicateurs d'une manière simplifiée mais structurée et le fait qu'une application intégrale des indicateurs au Ghana exigerait beaucoup de temps et de ressources et n'est pas nécessaire à l'heure actuelle, étant donné l'imaturité du secteur bioénergétique.

Conclusions de l'évaluation pilote au Ghana: aspects techniques

En ce qui concerne la disponibilité de données:

- Les données secondaires relatives à la production et l'utilisation des bioénergies sont rares au Ghana. Les secteurs bioénergétiques dans de nombreux pays africains, y compris le Ghana, sont relativement nouveaux. Cela ne veut pas dire que les Indicateurs de Durabilité (ID) ne sont pas pertinents ou applicables dans ces pays, mais que davantage de travail est nécessaire pour collecter les données appropriées dans le secteur afin de guider et de renforcer la formulation des politiques du secteur bioénergétique.

- L'étude pilote a identifié des lacunes et fourni une meilleure compréhension de la manière de conduire une étude globale.
- La collecte de données sur la durabilité du secteur des bioénergies peut être guidée par les gouvernements nationaux et représenter une phase préliminaire de toute étude pilote sur les ID. En outre, une stratégie de collecte de données pour chaque indicateur et sous-indicateur devrait être convenue avec les parties prenantes nationales pertinentes aux stades initiaux de l'évaluation pilote.

En ce qui concerne les ID du GBEP:

- L'évaluation pilote des indicateurs de durabilité du GBEP a été très importante pour le Ghana. Les indicateurs fournissent un cadre rationnel, fondamental et détaillé de la mesure, du suivi et de la gestion des ressources en bioénergie
- L'expérience du Ghana en matière d'indicateurs de durabilité du GBEP a fourni des informations importantes qui renforceront la mise en œuvre pratique et réalisable des ID.
- Les ID ont permis de tisser des liens plus étroits entre les institutions pertinentes du Ghana. À l'avenir cela réduira au minimum le problème des efforts fragmentés et non coordonnés de collecte de données et assurera de meilleures synergies dans cette collecte et l'échange d'informations entre les secteurs.

6. Atelier sur le pilotage des indicateurs de durabilité du GBEP, Praia, Cap-Vert

L'atelier s'est tenu les 7 et 8 novembre 2013 avec le soutien du Gouvernement des Pays-Bas dans le but de diffuser les résultats du projet pilote sur les ID du GBEP au Ghana. D'une manière spécifique, l'atelier a fourni des informations aux États membres de la CEDEAO sur le GBEP, ses activités, les ID et les avantages de ces indicateurs. Il a également permis le partage des résultats de l'Étude pilote sur les ID du GBEP avec les points focaux nationaux et d'autres membres du personnel des ministères de l'énergie des États membres de la CEDEAO, afin de souligner l'utilité d'évaluer la durabilité du développement des bioénergies dans différentes régions. Il y a eu des présentations sur les indicateurs choisis pour chaque pilier et la méthodologie utilisée, notamment en ce qui concerne le manque de données. Des débats ont clarifié une multitude de questions soulevées. Enfin, des présentations ont porté aussi sur les leçons apprises, les conclusions du projet pilote et ses répercussions sur le Ghana et la région.

À la fin de l'atelier, les conclusions suivantes ont été formulées:

- i) La coopération entre le CEREE et le GBEP a donné des résultats fructueux:
 - Le programme de renforcement des capacités du GBEP en Afrique de l'Ouest dans le cadre du Groupe d'activité 1
 - La stratégie régionale sur les bioénergies de la CEDEAO

- Le pilotage des ID du GBEP au Ghana.
- ii) La diffusion des résultats du test pilote des ID du GBEP au Ghana financé par le gouvernement hollandais a suscité de l'intérêt parmi de nombreux États membres de la CEDEAO.
- iii) Les ID fournissent des opportunités d'incorporer des aspects de durabilité des indicateurs au secteur de la bioénergie. Cependant, la mise en œuvre intégrale des 24 indicateurs a été estimée ambitieuse en termes de réalisation (du point de vue du temps et des ressources).
- iv) La mise en application des indicateurs a révélé des opportunités et des contraintes. Toutefois elles ont fourni des approches novatrices pour la résolution des problèmes.
- v) Du fait que la disponibilité de données s'est avérée une forte contrainte dans le projet pilote du Ghana, les pays devraient s'employer à collecter les données pertinentes qui peuvent être adaptées aux ID du GBEP.
- vi) L'expérience du Ghana a mis en évidence les contraintes et opportunités de la mise à l'essai pilote des ID du GBEP ; toutefois, les ID ont fourni un cadre rationnel fondamental et détaillé pour les mesures et l'évaluation des ressources en bioénergie.

Les recommandations suivantes ont été approuvées:

- i) Améliorer les cadres décisionnels et réglementaires notamment en ce qui concerne l'amélioration de la collecte de données, en particulier auprès des entrepreneurs locaux dans le secteur bioénergétique.
- ii) Un soutien résolu de la part du gouvernement et des institutions est nécessaire. Les institutions, avec l'intervention du gouvernement, devraient chercher à améliorer la collecte de données et établir des banques de données pour l'évaluation des ressources en bioénergie.
- iii) Est nécessaire une collaboration entre les parties prenantes pour un partage efficace des connaissances et des informations, et une mise en œuvre performante des indicateurs de durabilité.
- iv) Le GBEP est invité à fournir un soutien technique pour guider l'équipe du projet pilote à travers les ID avant la mise en œuvre du projet.
- v) Des méthodes de base pour la collecte de données sur les ID devraient être adoptées pour les pays aux ressources limitées.
- vi) En appliquant les ID, l'établissement de priorités pourrait constituer une première phase d'apprentissage au travers du processus.
- vii) Une plateforme d'experts pour l'échange d'informations sur les ID du GBEP aux niveaux technique et stratégique serait utile. Le GBEP a mis récemment au point un forum électronique à cet effet et les participants ont été invités à en profiter.
- viii) Les participants ont été invités à soumettre l'aspect de bioénergie durable à l'attention de leurs ministres.

Réactions des États membres de la CEDEAO sur les interventions du GBEP dans le cadre du Groupe de travail sur le renforcement des capacités pour des bioénergies durables

Près de trois ans après l'adhésion du CEREE aux activités du GBEP visant l'introduction des bioénergies durables dans la région, les réactions des États membres de la CEDEAO ont été sollicitées et compilées. La question des bioénergies a souvent été l'objet de méprises associées au lien prétendu avec les biocarburants et l'augmentation des prix mondiaux des denrées alimentaires en 2008. Dans le cadre du Groupe d'activité 1 du Groupe de travail sur le renforcement des capacités, la région de la CEDEAO a été désignée pour dissiper les méprises et renforcer les capacités des États membres par le biais du partage des informations et des processus d'apprentissage d'égal à égal, ainsi que de débats. Comme indiqué plus haut, des activités très réussies ont été organisées et mises en œuvre sous la direction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et du CEREE de la CEDEAO, et grâce aux efforts du Secrétariat du GBEP et des partenaires et observateurs clés.

Pour obtenir les réactions des États membres, un questionnaire a été élaboré par le CEREE, le Département d'État et le Département de l'agriculture des EU, et envoyé aux différents points focaux du CEREE dans la région de la CEDEAO. Le questionnaire mettait l'accent sur l'intervention des activités du GBEP sur les bioénergies dans la région et cherchait à évaluer le niveau de sensibilisation à la bioénergie parmi les décideurs et les autres parties prenantes avant et après l'intervention. D'autres aspects comme les effets du développement des bioénergies sur les différentes économies nationales, la production agricole, l'environnement et le développement rural ont été évalués. Un résumé des réponses reçues est présenté ci-dessous.

Réponses de la région :

Bien que les réponses collectées aient été variées et mixtes, quelques pays ont indiqué que les décideurs avaient une connaissance initiale des potentialités des bioénergies comme source d'énergie de substitution. Toutefois, les efforts déployés pour les promouvoir (production et utilisation durables) dans la combinaison générale des énergies des différents pays n'ont pas progressé dans la plupart des pays de la région de la CEDEAO ni dans les initiatives du secteur privé en raison, normalement, du manque de connaissances et d'informations adéquates. Des informations statistiques sur la consommation de combustibles ligneux (bois de feu et charbon de bois) ont été fournies par certains pays, traduisant leur compréhension de l'utilisation des bioénergies comme bois de feu et/ou biocarburants seulement.

Les informations générales tirées de nombreuses réponses indiquaient que la mise en œuvre des activités du GBEP avait des impacts positifs dans la région qui comprenaient l'augmentation de la sensibilisation aux bioénergies et à leur

connaissance à des niveaux plus élevés que précédemment. D'autres questions soulevées dans les réponses touchaient aux domaines suivants :

- i) Les politiques et stratégies nationales pour le développement des bioénergies n'ont pas été promues par les différents gouvernements;
- ii) Aucune expérience positive ou négative claire n'a été enregistrée sur l'impact des bioénergies sur la sécurité alimentaire, l'environnement et le développement rural. Toutefois, certaines réponses reconnaissaient la nécessité d'intégrer des pratiques sociales, économiques et agronomiques correctes dans le développement bioénergétique afin d'assurer la sécurité alimentaire, la gestion de l'environnement et de l'écosystème et le développement rural.
- iii) La plupart des pays ont exprimé leur appréciation pour avoir participé aux réunions du GBEP, ce qui les a aidés à renforcer les capacités des pays;
- iv) Quelques pays ont mentionné des expériences passées en matière de bioénergie et cité les facteurs suivants comme causes des impacts négatifs sur l'environnement et la gestion de l'écosystème :
 - Surexploitation des ressources ligneuses du pays pour la production de bois de feu;
 - Utilisation inefficace des fours traditionnels pour la production de charbon de bois;
 - Utilisation inefficace des foyers à bois pour la cuisine;
 - Manque de normes pour l'amélioration des foyers de cuisine et des fours pour la production de charbon de bois;
 - Manque d'installations d'essai pour les foyers améliorés;
- v) La sensibilisation accrue a déterminé des efforts dans certains pays pour promouvoir le développement des bioénergies comme source d'énergie de substitution. L'intervention du GBEP dans le secteur des bioénergies des différents pays grâce au soutien résolu du CERE et des Etats-Unis d'Amérique et des Pays-Bas a également produit des impacts positifs dont les suivants ont été cités:
 - La sensibilisation augmente progressivement dans certains pays. Bien que certains aient des stratégies et quelques-uns élaborent des politiques relatives aux bioénergies, d'autres estiment que leurs politiques énergétiques nationales ne les reflètent pas adéquatement et exigent davantage de réflexion;
 - Toute la région d'Afrique de l'Ouest comprend maintenant qu'avec des politiques rationnelles, les bioénergies peuvent renforcer la sécurité

- alimentaire, faciliter l'accès aux services énergétiques et donner lieu au développement rural;
- D'aucuns estiment qu'il est possible de planifier le développement de la bioénergie et de guider le cadre décisionnel et réglementaire en tenant compte des indicateurs de durabilité du GBEP ;
 - Grâce aux efforts de l'Alliance mondiale pour les foyers améliorés, un centre régional de mise à l'essai de ces foyers a été établi à Accra, à savoir le Conseil pour la recherche scientifique et industrielle du Ghana ;
 - L'élaboration de règlements pour le développement durable et la gestion des combustibles ligneux qui deviendront instrument législatif a été entreprise au Ghana. Le Ghana a déjà une politique bioénergétique préliminaire et, de ce fait, l'Agence pour la protection de l'environnement et d'autres parties prenantes conduisent une évaluation sociale et environnementale de cette politique.

Conclusions

D'une manière générale, les interventions du GBEP dans la région de la CEDEAO avec le soutien ferme et la participation des partenaires et observateurs clés, y compris le CEREE, la Fondation des Nations Unies, le Brésil, les Pays-Bas et les Etats-Unis d'Amérique, ont accru la sensibilisation aux potentialités des bioénergies durables dans la région. Bien que certains gouvernements progressent de manière positive et productive en matière d'élaboration de politiques qui promeuvent la production et l'utilisation des bioénergies modernes durables, d'autres gouvernements n'ont pas développé leurs politiques bioénergétiques de manière appréciable. La stratégie régionale des bioénergies de la CEDEAO paraît une voie claire vers la promotion du développement et de l'utilisation des bioénergies durables dans la région.

Ce qui paraît évident c'est que tous les pays sont confrontés au défi de l'utilisation de combustibles durables pour une cuisine améliorée et quelques pays restent bloqués dans le passé avec un « syndrome » des biocarburants qui est encore centré davantage sur les biocarburants que sur l'adoption d'une approche globale du développement des bioénergies modernes durables. Bien que les bioénergies aient une plus large portée et une couverture plus étendue, les biocarburants sont limités aux carburants liquides que quelques pays promeuvent encore. Du fait que certains pays font des progrès il est à espérer que l'élaboration de la politique régionale relative aux bioénergies de la CEDEAO ajoutera de la valeur en renforçant la sensibilisation à la matière et sa compréhension dans l'ensemble de la région.

Les initiatives et activités réalisées dans le cadre du Groupe de travail sur le renforcement des capacités du GBEP représentent une série productive d'engagements dans la région d'Afrique de l'Ouest. Bien que le travail ait contribué à faire avancer les débats de manière positive, il faut davantage de travail pour soutenir l'élan, notamment en ce qui concerne l'élaboration de cadres décisionnels, réglementaires et commerciaux qui promeuvent la transition entre l'utilisation irrationnelle de la biomasse traditionnelle et des bioénergies modernes plus durables.

Sous la direction du Gouvernement des Etats-Unis et du Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO, et grâce au cadre du Groupe d'activité 1 (AG 1), les partenaires et les observateurs du GBEP ont pu également éduquer les décideurs et les parties prenantes publiques dans les pays pertinents aux bienfaits et aux défis de la production et de l'utilisation des bioénergies modernes ; fournir des compétences techniques sur les méthodes et les moyens de conduire des évaluations sur les ressources bio énergiques : donner les avis sur les méthodes agricoles et la technologies de conversion des matières de base que les pays peuvent utiliser pour optimiser la productivité de celles propres au pays ; et créer des opportunités de synergie entre le travail des institutions des EU, des groupes régionaux et des organisations internationales pour promouvoir la production et l'utilisation durables des bioénergies modernes. Davantage de travail devrait être fait dans tous les domaines, y compris sur la création d'autres capacités en matière d'évaluation des ressources.

Les activités du GBEP dans la région de la CEDEAO ont représenté une contribution à l'initiative de l'ONU de L'Energie Durable Pour Tous.